



*Loi anti-homophobe, discrimination positive, immigration à la hausse, plan Borloo, etc.*

# UMP : à gauche toute !

## Édito

*Alors que Sarkozy vient de prendre la présidence de l'UMP et prétend la moderniser, force est de constater que ce parti a échoué non par ses hommes, ses méthodes ou son style, mais en raison des choix politiques qu'il a faits. En 2002, les Français ont voté pour lui afin qu'il rompe avec le socialisme. Depuis cette date, Chirac, Raffarin et Sarkozy n'ont cessé de tirer à gauche. L'UMP vire*



*au rose ! Non seulement elle n'a pas réalisé les grandes réformes qu'on attendait d'elle, mais elle a mené à bien des projets que les socialistes n'avaient pas osé lancer. Ainsi en est-il de la loi anti-homophobe, du Conseil français du culte musulman ou de la discrimination positive. L'agitation et les paillettes médiatiques de M. Sarkozy n'y changeront rien. L'UMP est une impasse, il faut à la France une grande formation nationale et populaire.*

*Bruno Mégret*

**Conseil national : le MNR se prépare pour les prochaines batailles électorales** *pages 4 et 5*

**Le MNR sur le web : [www.m-n-r.com](http://www.m-n-r.com)**

**Un nouvel élan pour le MNR... p. 3**

**Sarkozy : une main de gauche dans un gant de droite..p. 6**

**Pays-Bas : les islamistes passent à l'offensive..... p. 8**

**Chirac et Raffarin contre les droits de l'homme.... p. 9**

**Côte-d'Ivoire : l'échec de Chirac..... p. 10**

**Pétrole, euro : les initiatives à prendre..... p. 11**

**Vie du mouvement.. p. 12**

**Bush : une victoire pour les valeurs.... p. 14**

**Le droit des femmes face à l'islamisation..... p. 16**

Toute l'actualité du mois à travers une sélection de communiqués de presse officiels du MNR

## 1er octobre

### ■ Référendum sur la Turquie : s'il est sincère, Chirac doit reporter les négociations dans douze ans



Bertrand Robert, membre du bureau national du MNR, résolument hostile à l'entrée de la Turquie dans l'Europe, se félicite que M. Chirac ait annoncé qu'aucune adhésion ne pourrait se faire sans un référendum. Il s'interroge cependant sur la sincérité du président de la République qui laisse entendre que ce scrutin n'inter-

viendrait pas avant quinze ans. Car, comment croire M. Chirac sur ce calendrier si les négociations avec la Turquie commenceront dans les mois prochains ? Pour prouver qu'il ne se livre pas à une simple manipulation de l'opinion, le président de la République devrait maintenant garantir aux Français que les éventuelles négociations avec la Turquie ne débuteront pas avant douze ans.

## 5 octobre

### ■ Expulsion des clandestins : bravo ! M. Berlusconi



Séverine Souville, membre du bureau national du MNR, salue la décision de M. Berlusconi de contrer l'afflux des immigrés clandestins en organisant un pont aérien pour les rapatrier. Elle se félicite qu'un gouvernement européen ait ainsi le courage de lutter

contre l'immigration clandestine en utilisant la seule méthode véritablement efficace : la dissuasion. Dorénavant, les candidats à l'immigration clandestine savent qu'ils seront renvoyés vers leur lieu de départ aussitôt après leur arrivée illégale sur le sol italien. Le MNR demande au gouvernement français de faire preuve de la même fermeté.

## 7 octobre

### ■ Turquie : c'est avant l'ouverture des négociations qu'il faut organiser un référendum



Nicolas Bay, membre du bureau national du MNR, déplore la décision des technocrates de Bruxelles d'avaliser l'ouverture des négociations sur l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. En effet, la question n'est pas de savoir si ce pays remplit ou non les conditions techniques fixées par la Commission. Le point essentiel est

que la Turquie n'est pas un pays européen, ni par sa géographie, ni par son histoire, ni par sa culture, ni par sa religion. Nicolas Bay considère qu'il est scandaleux et hypocrite, aussi bien à l'égard des Français et des Européens que des Turcs, d'engager des négociations avant même de savoir si les peuples européens approuvent ce projet. C'est donc tout de suite qu'il faut organiser un référendum.

## 14 octobre

### ■ Le MNR se félicite de la chute du gouvernement séparatiste de Polynésie



Yves Dupont, vice-président du MNR, se félicite du renversement, quatre mois seulement après son installation, de l'équipe de M. Temaru en Polynésie française et demande au gouvernement de veiller à ce que le processus institutionnel et légitime d'élection du nouveau président ait

lieu dans la sérénité et le respect de la loi. Il ne faut en aucun cas céder aux pressions et aux manifestations organisées par les indépendantistes ainsi que par le Parti socialiste qui manipule ces derniers d'une façon scandaleuse, révélant ainsi sa conception caricaturale et quasi colonialiste du fonctionnement des collectivités d'outre-mer.

## 4 novembre

### ■ Leçon des élections américaines : l'Europe doit se faire respecter par les États-Unis



Jacques Gaillard, membre du bureau national du MNR, constate avec satisfaction que la formidable propagande organisée contre le candidat George Bush par les médias et les tenants du politiquement correct n'a pas réussi à influencer le corps électoral américain. Il formule néanmoins le vœu que la réélection du président des États-Unis l'amène à mieux prendre

en compte les réalités internationales et, plus particulièrement, à accepter l'idée que l'Europe doit constituer une entité indépendante et puissante de nations souveraines. Il invite également le gouvernement français et les instances européennes à agir plus clairement pour se faire respecter par les États-Unis et pour assurer, dans les domaines économique, militaire et diplomatique, l'autonomie de l'Union et des nations qui la composent.

## 4 novembre

### ■ Le MNR approuve l'initiative d'une enquête sur l'UOIF



Philippe Milliau, membre du bureau national du MNR, apporte son soutien à l'initiative de la fondation Wiesenhal demandant qu'une enquête soit menée sur la nature, les buts et les actions de l'Union des organisations islamiques de France. Il s'inquiète des menées de ce groupe islamiste extrémiste qui poursuit très explicitement des objectifs poli-

tiques. La montée en puissance de l'islam et des organisations intégristes menace en effet très clairement notre nation ainsi que les principes de la République. Si le gouvernement continue comme l'a fait M. Sarkozy à reconnaître et à institutionnaliser de telles organisations, il contribuera d'un côté à les renforcer et, de l'autre, à saper les fondements mêmes de notre société. Le MNR estime qu'il est temps de réagir.

## 8 novembre

### ■ Le MNR demande l'interdiction pure et simple de la chaîne Al Manar



Jean-Yves Waquet, membre du bureau national du MNR, déplore le lamentable cafoillage des institutions françaises à propos de la diffusion dans notre pays de la chaîne Al Manar proche des islamistes et du Hezbollah. En effet, après lui avoir accordé un feu vert il y a à peine onze jours, le Conseil supérieur de l'audiovisuel vient maintenant de demander la cessation de sa diffusion par une saisine du

Conseil d'État. Chacun savait pourtant parfaitement que cette chaîne représente un islamisme extrémiste et diffuse des émissions et des reportages faisant l'apologie du terrorisme et de l'antisémitisme. Le MNR demande que les autorités françaises prennent enfin leurs responsabilités, mettent en pratique leurs déclarations sur la défense de la république et interdisent purement et simplement la diffusion par les satellites français, de la chaîne Al Manar.

## In memoriam

Alain Fournier, dit ADG, nous a quittés. Il laissera dans nos cœurs le souvenir d'un homme d'engagement et d'un écrivain de talent. Le MNR, dont une délégation était présente à ses obsèques, salue sa mémoire et adresse aux siens ses condoléances attristées.



N°39 - décembre 2004 - Directeur de la publication : Michel Colin  
Périodicité : Mensuel - Rédaction : 15, rue de Cronstadt 75015 Paris  
Date de la parution : décembre 2004 - Commission paritaire : n° 11309  
Imprimeur : Roto Presse Numéris Livry-Gargan (93)

Cent cinquante cadres réunis à Paris

# Un nouvel élan pour le MNR

**Au lendemain des élections de 2004 auxquelles le MNR a massivement participé, le Conseil national, réuni le 27 novembre à Paris, a dressé le bilan de l'année écoulée. Mais il a surtout défini les grandes orientations politiques et les principaux axes de travail de l'année qui vient. En ligne de mire : le référendum annoncé sur la Constitution européenne et, déjà, les élections législatives de juin 2007.**

Le Conseil national s'est réuni toute la journée du samedi 27 novembre à Paris, dans un hôtel situé près du Pont de Sèvres. Cette réunion, qui a rassemblé plus de cent cinquante cadres et responsables venus de toute la France, avait pour thème «Un an de travail pour le MNR», le but étant de définir les orientations politiques du mouvement et de préparer les futurs combats politiques.

La journée a commencé par une série d'interventions portant sur les trois défis majeurs que notre pays doit relever. Ainsi, Jean-Claude Rolinat a traité de la question centrale de l'islamisation, présentant un panorama complet des avancées islamistes en France, en Europe et dans le monde. Bernard Bornette a ensuite abordé la question du nécessaire patriotisme européen et celle de la stratégie industrielle que l'Europe doit mettre en place pour s'opposer aux délocalisations. Yves Dupont, vice-président du MNR, est quant à lui intervenu sur l'impératif de renouveau démographique comme moyen d'assurer l'avenir de notre civilisation.

## Un an de travail

Analysant la recomposition politique à droite, Jacques Gaillard, délégué national aux fédérations, a évoqué le déclin programmé du FN et la fin du cycle Le Pen qui ouvre de nouveaux horizons politiques. Bruno Mégret, qui clôturait cette matinée de travail, est revenu sur le contexte politique dans lequel s'inscrit l'action du MNR et sur les perspectives qui s'offrent à lui, dans une situation de plus

en plus instable où l'UMP dérive à gauche et où le FN périclité.

L'après-midi a été consacrée plus précisément aux actions à venir. Annick Martin, secrétaire générale, a détaillé le programme de l'année de travail qui s'ouvre pour le MNR avec en particulier une réorganisation de l'appareil (indispensable après une année électorale aussi intense !). Alain Vauzelle, trésorier national, a présenté un état complet de la situation financière du

MNR, soulignant le désendettement progressif du mouvement et la nécessité d'augmenter les recettes courantes (prélèvements automatiques, virements mensuels, etc.) pour assurer, dans la durée, le développement du mouvement. Dans la perspective du référendum sur la Constitution européenne et de la campagne que lance le MNR sur le thème «Pour notre Europe, non à la Constitution et à la Turquie», Philippe Milliau est intervenu pour rappeler quel était le projet européen défendu par le MNR et notamment la construction d'une Europe ancrée dans ses valeurs de civilisation.

## Priorité aux législatives de 2007

Nicolas Bay, délégué national aux élections, a évoqué les échéances à venir pour lesquelles le MNR doit dès maintenant se

mobiliser : l'élection présidentielle et les législatives au printemps 2007 suivies des élections cantonales et municipales qui devraient intervenir en février 2008. Bien que ces échéances soient encore éloignées, le MNR doit prendre de l'avance et le conseil national a voté à l'unanimité la décision d'assurer la présence massive du mouvement aux législatives de juin 2007 pour lesquelles il entend présenter un candidat dans chacune des 577 circonscriptions de France.

## Des perspectives d'avenir

Bertrand Robert a ensuite souligné combien il était nécessaire pour le MNR de poursuivre son action, non seulement parce que la situation de la France l'exige mais aussi parce que l'instabilité politique

pourrait provoquer plus rapidement que prévu l'indispensable recomposition politique.

Enfin, dans son discours de clôture, Bruno Mégret a effectué un tour d'horizon complet de l'actualité politique nationale et

internationale, soulignant l'impasse que constitue une UMP qui accomplit des réformes que même la gauche n'avait pas osé entreprendre. Il a souligné en conséquence combien le combat du MNR est nécessaire et ouvert des perspectives d'espoir en montrant que notre mouvement pourrait bénéficier dès 2007 d'une modification radicale du paysage politique.

Nicolas Bay



Analyse politique, réflexion stratégique, nominations, prochaines élections

# Conseil national du 27 prépare les combats

## L'UMP vire au rose

Dans son discours au conseil national, **Bruno Mégret** a stigmatisé l'UMP, M. Chirac et son gouvernement qui «reculent sur toutes les réformes qu'on attendait d'eux mais réalisent en revanche des projets que la gauche elle-même n'avait pas osé lancer.»

Ainsi, «l'immigration officielle a atteint avec eux le chiffre record de 173 000 en 2003 avec une augmentation de 11 % par rapport à 2002. Non seulement Chirac, Raffarin et Sarkozy n'ont pas réussi à améliorer la situation par rapport à la période socialiste mais ils l'ont même considérablement détériorée.»

### Discrimination positive

«Il est vrai, a poursuivi Bruno Mégret, que leurs préoccupations ne consistent pas à vouloir limiter l'immigration. Tous leurs efforts portent sur l'intégration. Et on a pu voir récemment jusqu'où cette obsession peut aller. Il est question en effet, pour éviter toute discrimination à l'embauche, de ne plus faire figurer sur les demandes d'emploi et les curriculum vitae le nom de l'intéressé, ni la photo, ni le sexe, ni

même l'adresse, ni bien sûr la nationalité. Ubuesque ! Dorénavant, les CV seront formulés ainsi : Quelqu'un demande un emploi ! Et cette aberration n'est pas l'élucubration d'une commission ou d'un groupuscule d'extrême gauche, c'est une idée défendue par des députés UMP qui veulent l'introduire dans la loi pour la rendre obligatoire.»

### Nos analyses confirmées

Et le président du MNR d'en tirer les conclusions. «Voilà, a-t-il dit, qui nous conforte dans notre combat. Car, lorsqu'on observe l'actualité, tous les événements qui surviennent confirment notre démarche, nos analyses et nos convictions.»

«Je crois que la situation politiquement stable que nous connaissons depuis près de vingt ans va déboucher sur des bouleversements et que la balance ne penchera pas nécessairement, comme par le passé, du côté de nos adversaires. Nous devons donc nous préparer à des rendez-vous très importants. Chers amis, rien n'est dit. Et nous, en tout cas, nous n'avons pas dit notre dernier mot !» ■

## Le MNR, un mouvement jeune

Pour **Bruno Mégret** qui a ouvert la séance, «ce conseil marque une étape importante pour notre mouvement. Après avoir tenu et duré, nous pouvons débiter en confiance une nouvelle phase de notre développement par la préparation des futurs combats. Nous sommes un mouvement jeune qui veut apporter des réponses aux défis du monde d'aujourd'hui. Un mouvement qui se pose en alternative à la classe politique actuelle, que ce soit la gauche, l'UMP ou le FN.»

«Nous devons nous engager selon deux axes majeurs. D'abord, nous allons mener une réflexion pour actualiser notre projet afin d'en faire, plus encore qu'avant, un projet séduisant et crédible qui ne soit pas un retour en arrière passiste et ringard mais qui fasse la synthèse entre nos valeurs, les valeurs intangibles de notre civilisation et les impératifs incontournables du monde moderne dans lequel nous vivons.»

### Saisir les opportunités

«Mais, précise le président du MNR, et c'est le deuxième axe, nous devons donc nous préparer aux échéances de 2007. Notre présence à ces élections est essentielle. Elle assurera quoi qu'il arrive notre pérennité et, à travers la subvention, elle nous permettra de tenir et de durer. Nous sommes là parce que nous attendons l'occasion qui nous permettra de transformer les potentialités qui sont les nôtres en réalité politique. Or, les élections de 2007 peuvent nous donner cette opportunité. C'est donc notre devoir d'être présents.» ■

## Législatives 2007 : des candidats MNR partout

Lors de son intervention, **Nicolas Bay** a rappelé la nécessité pour le MNR d'être présent en 2007, notamment et prioritairement aux élections législatives, pour des raisons tant politiques que financières. Aucun vrai parti politique ne peut être absent à un tel scrutin. Et le MNR doit saisir l'occasion de présenter aux Français son projet politique face à la classe politicienne. De surcroît, c'est la survie matérielle du mouvement qui est aussi en jeu puisque c'est sur la base du nombre de voix obtenues aux législatives qu'est calculée la subvention publique. L'objectif est donc de présenter un candidat dans chacune des 577 circonscriptions et d'être en ordre de bataille d'ici à l'été 2005.

# novembre : le MNR politiques futurs

## Répondre aux trois défis

La France du XXI<sup>e</sup> siècle a trois défis à relever : faire reculer l'islamisation, stopper les délocalisations et relancer la natalité.

Faits divers alarmants, prolifération de mosquées, natalité galopante chez les immigrés, tel est le tableau brossé par **Jean-Claude Rolinat** qui a souligné les responsabilités de la classe politique dont la faiblesse va faire de l'islam la première religion de pratiquants dès 2010. Après avoir réaffirmé l'incompatibilité de l'islam et de la république et rappelé que partout l'islamisme tue, l'orateur a donné des raisons d'espérer : une prise de conscience des intellectuels laïcs et chrétiens et, à l'échelle mondiale, l'existence de blocs imperméables, voire hostiles, à l'expansionnisme musulman.

**Bernard Bornette** a ensuite évoqué les délocalisations qui ne sont pas une fatalité mais la conséquence de l'impuissance des gouvernants successifs. L'orateur a donc insisté sur la nécessité de constituer des

ensembles de nations économiquement et socialement homogènes comme l'Europe pour mener une stratégie industrielle offensive. Indispensables aussi : la régulation des échanges économiques internationaux, la mise en place d'écluses douanières et le développement d'un véritable patriotisme économique européen.

**Yves Dupont**, de son côté, a insisté sur la nécessité d'assurer le renouvellement des générations. Esprit d'initiative, goût du risque, facilité d'adaptation sont l'apanage de la jeunesse, le vieillissement de la population n'étant que le reflet du vieillissement des mentalités. Or, dans notre pays, le taux de natalité est passé sous le seuil de renouvellement des générations dès 1975. Il faut donc inverser ce phénomène et c'est possible, à condition de mener une politique nataliste... Au lieu d'épier la moindre variation du taux de croissance et du CAC 40, nos dirigeants feraient mieux d'avoir l'œil rivé sur l'indice de fécondité. ■

## Un an de travail pour le MNR

Le MNR doit conserver et optimiser sa structure pour devenir la colonne vertébrale du rassemblement national, a affirmé **Annick Martin** pour qui deux ans d'accalmie électorale sont propices à ce travail avec trois priorités : réflexion, formation et communication.

Pour aboutir, l'action politique doit être assise sur une vraie réflexion. Seront donc organisés des réunions, des colloques, des conférences et l'actualisation de notre projet. Cette réflexion sera complétée par un programme de formation des cadres. Et l'accent sera mis sur la communication. Outre les moyens habituels dont dispose le MNR, ce sont bien sûr les campagnes électorales qui ont permis et permettront la diffusion de nos documents à tous nos compatriotes. La présence du MNR, même limitée, dans les médias en découle aussi directement. D'où la nécessité de ne pas s'éloigner de la scène électorale et de préparer les prochaines échéances. ■

## Sept nouveaux membres du Bureau national



**Bernard BORNETTE**



**Roger CUCULIÈRE**



**Isabelle LARAQUE**



**Jean-Marie NICOLAY**



**Paul PETITDIDIER**



**François BARRIÈRE**



**Thierry CUVILLIER**

Effets d'annonce, mesures gadget, coups médiatiques...

# Sarkozy : une dans un gant

## Le vrai faux bilan de Sarkozy

- Il a créé le Conseil français du culte musulman qui institutionnalise l'islam radical en France.
- Il a supprimé la «double-peine» empêchant ainsi l'expulsion des criminels étrangers.
- Il s'est prononcé pour la «discrimination positive», c'est-à-dire la préférence étrangère, et l'a appliquée en nommant un préfet parce qu'il était musulman.
- Il n'a pas empêché l'augmentation des agressions sur les personnes lorsqu'il était ministre de l'Intérieur.
- Il a refusé toute baisse d'impôts sur le revenu quand il était ministre de l'Économie et des Finances.
- Il préconise le financement public de la formation des imams et de la construction des mosquées.
- Il a laissé l'immigration augmenter de 11% en un an.
- Son action prétendument prioritaire contre les délocalisations a été totalement inopérante.
- Malgré ses déclarations, la dette de la France a encore augmenté lorsqu'il était à Bercy.

À l'issue des deux années qu'il a successivement passées au ministère de l'Intérieur et au ministère de l'Économie et des Finances, le bilan de Nicolas Sarkozy est mitigé. Tandis que l'enthousiasme des Français pour le personnage est en train de s'essouffler et que les effets d'annonce, les mesures gadget et les coups médiatiques commencent à lasser, les critiques apparaissent de plus en plus nombreuses. Et il est vrai que, dans les faits, il ne restera pas grand-chose de marquant ou de symbolique de l'action de M. Sarkozy. Sa principale contribution aura été de favoriser le communautarisme et d'institutionnaliser l'islam en France. Celui qui veut se faire passer pour un homme de conviction est en réalité l'un des personnages les plus opportunistes de sa famille politique, laissant croire qu'il est à droite, donnant des gages à gauche et n'ayant guère d'autre boussole que la réussite de sa carrière. Bref, un vrai rival pour Chirac.

Nommé ministre de l'Intérieur en juin 2002, Nicolas Sarkozy a immédiatement annoncé qu'il voulait prendre le problème de l'insécurité à bras-le-corps et qu'il était prêt à briser les tabous, à bousculer les inerties et à prendre des mesures radicales. En clair : les Français ont cru pendant quelques mois qu'il romprait avec le politiquement correct. Ainsi, les médias l'ont mis en scène et la gauche s'est attachée à le pointer du doigt comme un dangereux réactionnaire situé à la droite de la droite.

En réalité, M. Sarkozy a gagné cette réputation grâce à la seule loi sur la sécurité intérieure, laquelle allait indéniablement dans le bon sens tout en ne réglant qu'une petite partie du problème de la délinquance.

### Il a promu l'islam radical

Aujourd'hui, il apparaît clairement qu'il n'a accolé son nom à cette loi que pour faire ensuite «passer la pilule» de toutes les entreprises néfastes qui ont été les siennes. Ainsi, prétextant vouloir combat-

tre un islam souterrain et clandestin, il a créé le Conseil français du culte musulman que les socialistes n'avaient pas osé instituer. À l'époque, il a justifié son action par la nécessité d'un islam de France, républicain, responsable et respectueux des lois. Mais il n'avait pas voulu prendre en compte la réalité de l'islam qui ne distingue pas la sphère publique de la sphère privée, qui mélange

le domaine temporel et le domaine spirituel et se trouve en conséquence incompatible avec la loi française et les principes républicains. La suite, nous la connaissons : sitôt les élections internes organisées au sein du nou-

veau CFCM, ce sont les radicaux de l'Union des organisations islamiques de France (UOIF), proches des Frères musulmans, qui se sont emparés de ce Conseil, devenant ainsi les représentants officiels de l'islam. Les conséquences n'ont pas tardé à se faire sentir. Car c'est alors que le problème du voile islamique est apparu sur le devant de la scène, obligeant le gouvernement à jouer au pompier pyro-



# main de gauche de droite

mane en adoptant une loi d'interdiction du tchador dans les écoles.

Et, comme si cela ne suffisait pas, M. Sarkozy s'est ensuite prononcé pour la «discrimination positive», laquelle n'est rien d'autre que la préférence étrangère et qui va totalement à l'encontre des principes de la république selon lesquels les citoyens sont égaux devant la loi.

Pourtant, M. Sarkozy persiste et signe et en rajoute dans ses vues communautaristes en publiant récemment un livre où il remet en cause la laïcité, le principe de séparation des religions et de l'État, proposant même que la république finance, avec l'argent des Français, la formation des imams et la construction des mosquées.

**L'insécurité n'a pas diminué,  
les impôts non plus !**

Sur le terrain de la sécurité, M. Sarkozy a aussi soufflé le chaud et le froid. Car, en même temps qu'il faisait voter sa loi sur la sécurité, il obtenait du parlement qu'il sup-

prime la «double-peine». Là encore, les socialistes l'avaient envisagé il y a quelques années mais avaient fini par reculer. M. Sarkozy l'a fait et a donc supprimé la possibilité pourtant bien légitime d'expulser les étrangers condamnés pour des délits ou des crimes commis sur notre sol.

Pour le reste, l'action de M. Sarkozy en faveur de la sécurité a très vite trouvé ses limites. Les augmentations d'effectifs qui avaient été promises à la police ne sont jamais venues. Et l'insécurité n'a pas diminué de façon aussi nette qu'il l'avait affirmé : s'il est vrai que les atteintes aux biens (cambriolages, vols à l'étalage, escroqueries, etc.) ont légèrement diminué, les atteintes aux personnes, c'est-à-dire les agressions physiques, ont quant à elles augmenté.

Le seul domaine où M. Sarkozy a fait preuve de fermeté, c'est à l'encontre des automobilistes contre lesquels il a mis en place une répression féroce avec notamment l'installation de radars automatiques et les contrôles de police systématiques

que l'on organise plus volontiers sur les routes que dans les cités.

Peut-être est-ce en raison de ce bilan mitigé que M. Sarkozy a voulu quitter la place Beauvau avant que son manque de résultat ne devienne trop évident.

Au ministère de l'Économie et des Finances où il a été nommé au lendemain des élections régionales, M. Sarkozy a là encore beaucoup annoncé et très peu réalisé. Il a passé sept mois à mettre en scène son agenda mais il n'a entrepris aucune réforme structurelle : rien pour stopper les délocalisations, aucune réforme fiscale, rien pour diminuer la dette, rien pour réduire le train de vie de l'État.

Si M. Sarkozy agit à l'UMP comme il a agi au gouvernement, on sait par avance que le budget des frais de communication et de déplacement va exploser mais qu'il n'en sortira rien de très positif et de très concret pour les français.

Nicolas Bay

## L'agitation sans les convictions

Le congrès de l'UMP, qui a eu lieu au Bourget le 28 novembre dernier, résume à lui seul la méthode Sarkozy : un show qui a coûté six millions d'euros, la prise en charge de tous les frais des participants pour s'assurer la présence d'une foule massive, des vedettes du show-biz qui défilent à l'écran pour «témoigner» de leur sympathie pour «Sarko», des interventions toutes plus convenues les unes que les autres, une hypocrisie et des faux-semblants que l'on peine à dissimuler... et, surtout, une absence de conviction et de souffle ainsi qu'un vide doctrinal et programmatique sidéral !

En réalité, ce qui devrait être le congrès d'un grand parti politique qui redéfinit son projet et son organisation n'est qu'un meeting géant et ruineux au service de l'image et de l'ambition d'un seul homme.

Mais il n'y a là rien de bien surprenant car c'est la même méthode que M. Sarkozy a employée depuis deux ans au sein du gouvernement : il médiatise son agenda, se fait filmer à son

entrée dans l'avion, à sa descente de l'appareil, au cours de tous ses déplacements et de toutes ses déclarations d'intention. Les médias sont satisfaits car ils ont de bonnes images à passer au journal télévisé. De tout cela, il ne ressort rien de concret : les déclarations sont oubliées et aussitôt remplacées par d'autres effets d'annonce.

Contrairement à ce qu'il essaye de faire croire aux Français, M. Sarkozy n'agit pas, il s'agit ! Et les rares fois où il agit efficacement, c'est pour mener une politique de gauche avec les voix des électeurs de droite.

S'il est vrai que de nombreux politiciens privilégient leur «com» personnelle plutôt que le projet politique qu'ils sont censés porter, M. Sarkozy est dans ce domaine un virtuose qui les surpasse tous. Tous, sauf Chirac dont Sarkozy est sans doute à ce titre le principal concurrent. Sarkozy devrait cependant se méfier. L'agitation sans les convictions, ça ne marche pas dans la durée. Or, il y a déjà trois ans que cela dure... et 2007 est encore loin ! ■

*Assassinat de Théo Van Gogh*

# Pays-Bas : les islamistes passent à l'offensive

*Alors que les Pays-Bas étaient couramment présentés en Europe comme le modèle de l'intégration réussie, les événements viennent soudainement et violemment d'apporter la preuve contraire. Non seulement les tensions existent bel et bien, mais, phénomène nouveau, le pays est en proie aujourd'hui à de graves affrontements communautaires.*

C'est l'assassinat, le 2 novembre dernier, du cinéaste Théo Van Gogh qui a permis de tirer le signal d'alarme. Auteur notamment d'un documentaire sur Pim Fortuyn, le leader populiste assassiné en 2002, et d'un court métrage dénonçant la violence de l'islam à l'égard des femmes, Théo Van Gogh a été sauvagement poignardé puis abattu de plusieurs balles par un islamiste radical du nom de Mohammed Bouyeri. Et il ne s'agit pas là d'un acte isolé commis par un déséquilibré, comme on l'entend souvent en de pareilles circonstances : le message abandonné sur le corps de la victime, un véritable appel à la guerre sainte, ne laisse aucun doute sur les intentions de son auteur. Celui-ci appartient à la mouvance islamiste terroriste et prépare d'ailleurs d'autres crimes avec six autres musulmans fanatiques.

## Réaction populaire

Mais ce qui est plus significatif encore, c'est la réaction des Hollandais face à cette menace islamiste aujourd'hui bien présente sur leur sol. Le jour même de l'assassinat, vingt mille personnes se sont rassemblées à Amsterdam pour rendre un dernier hommage à Théo Van Gogh et le site web ouvert pour recevoir les messages de condoléances a été rapidement

saturé. Les comportements violents, d'origine communautariste, se sont quant à eux multipliés, qu'il s'agisse de l'incendie de mosquées et d'écoles coraniques ou, au contraire, de l'attaque d'écoles chrétiennes. S'il n'est évidemment pas question de souhaiter ni de cautionner de tels actes, d'où qu'ils proviennent, force est de constater que le peuple néerlandais a manifesté sa colère et montré sa détermination à résister à l'islamisation de son sol.

Dans un pays qui compte près d'un million de musulmans, cet assassinat a été pris très au sérieux par les autorités néerlandaises dont le laxisme en la matière n'est pourtant plus à démontrer. Le vice-premier ministre Gerrit Zalm a annoncé que le gouvernement déclarait « la guerre en retour » à l'extrémisme musulman, qu'il envisageait de fermer des mosquées et de déposséder de leur nationalité néerlandaise les extrémistes ayant une double nationalité. Même s'il n'est jamais trop tard pour bien faire, il est dramatique que le gouvernement ait attendu pareille tragédie pour faire preuve de fermeté.

## Des leçons à tirer

Il est désormais clair que l'islamisme se développe partout en Europe et cherche tout simplement à museler par la terreur ceux qui voudraient s'opposer à son pro-

jet politique d'islamisation. Il mène dans nos pays une offensive violente, fondée sur l'intimidation et les représailles, à laquelle nous ne nous préparons pas. C'est pourquoi, au lieu de multiplier les gestes complaisants à l'égard des mouvements islamiques comme l'UOIF, au lieu de prôner sans cesse les bienfaits de la cohabitation entre populations qui ne respectent pas les mêmes valeurs, le gouvernement français serait bien avisé de tirer la leçon des événements survenus aux Pays-Bas en prenant des mesures énergiques pour défendre l'identité et la paix de notre pays.

Séverine Souville

## Les médias français sont-ils sous influence islamiste ?

L'assassinat du réalisateur Théo Van Gogh a provoqué aux Pays-Bas une immense émotion populaire. Cet événement tragique a été au centre de toutes les préoccupations pendant près d'un mois. Les médias de nombreux pays européens, comme la Belgique mais aussi la Grande-Bretagne et l'Allemagne, ont largement pris part à cette émotion. En revanche, les médias français ont été curieusement silencieux sur cette affaire, la traitant, lorsqu'ils l'évoquaient, comme un simple fait divers. Nos médias sont-ils tellement subjugués par l'islamisme qu'ils n'osent pas relater les faits d'actualité qui pourraient le gêner ?







*Loi anti-homophobe*

# Chirac et Raffarin contre les droits de l'homme

***L'UMP, qui n'a pas mené les réformes que l'on attendait d'elle, concrétise maintenant des projets que les socialistes n'avaient pas osé entreprendre. Ainsi en est-il de la législation spécifique anti-homophobe que le gouvernement veut instaurer. Une législation communautariste tellement attentatoire aux libertés que la Commission consultative des droits de l'homme s'y est déclarée hostile.***

L'UMP a décidément une bien curieuse démarche. Après avoir remporté un succès considérable en 2002, chacun attendait d'elle des réformes d'envergure pour rompre avec le socialisme. Or, non seulement elle n'a rien engagé de tel, mais elle a même réalisé des projets que les socialistes avaient laissés inachevés ou n'avaient pas osé lancer. Ainsi en est-il de la législation spécifique anti-homophobe que le gouvernement veut instaurer.

Il ne faut pas en effet se laisser berner par la petite manœuvre de M. Raffarin qui renonce ostensiblement à une loi spécifique sur le sujet, mais qui reprend tous les articles de son projet pour les ajouter sous forme d'amendements à la loi portant création de la Haute Autorité sur les discriminations. Le gouvernement instaure donc bel et bien une législation spéciale pour réprimer les incitations à la haine et à la violence contre les homosexuels. Or ce projet fait peser de graves menaces sur la république et sur les libertés publiques.

Qu'il n'y ait cependant pas de malentendu ! Il ne s'agit nullement de prôner ici l'homophobie. Chacun doit rester libre de ses pratiques sexuelles dès lors qu'elles concernent des adultes consentants dans le cadre de leur vie privée. Et sur ce plan d'ailleurs, la société actuelle peut difficilement être plus tolérante. La question posée par cette loi est donc d'une tout autre nature.

## *Une loi communautariste*

Le problème posé est d'abord celui du communautarisme. Car la mise en œuvre d'un texte comme celui que M. Perben propose au parlement constitue en réalité la reconnaissance d'une communauté homosexuelle et vient morceler encore davantage la société française en différents groupes plus ou moins antagonistes. On voit bien la logique de ce type de législation. Il y avait déjà des textes spécifiques pour les communautés ethniques. On rajoute aujourd'hui un texte pour les communautés sexuelles, et il n'y a pas de raison de s'arrêter là. Demain, les obèses demanderont à bénéficier d'une protection spéciale. Et puis il y aura les petits, les handicapés, certaines professions souvent dévalorisées, etc. Or, la loi assure d'ores et déjà la protection de tous contre les agressions physiques ou verbales quelles qu'elles soient. Et cela est conforme aux principes républicains qui exigent que l'on traite également chaque citoyen sans aucune discrimination. Faire des lois spécifiques c'est donc rompre l'unité républicaine du peuple, ce qui peut mener à de profondes divisions et à une grave décomposition.

## *Une loi liberticide*

Plus grave encore, cette loi constitue une menace évidente pour les libertés publiques car elle prétend aller jusqu'à punir l'incitation à la haine envers les homosexuels. Il ne s'agit donc pas seulement de sanctionner les faits — une insulte, une agression — mais aussi tout

ce qui peut susciter le rejet des homosexuels. Dès lors, tout devient possible. Il suffira que les juges considèrent qu'une critique de la Gay Pride peut inciter à la haine contre les gays et celui qui aura émis ce jugement négatif sera puni pénalement. Sous prétexte d'empêcher les injures contre les homosexuels, on va empêcher purement et simplement les citoyens, les hommes politiques, les responsables religieux et notamment les évêques de formuler par exemple des opinions contre le mariage homosexuel ou contre l'adoption d'enfants par les couples homosexuels.

Cette menace est tellement sérieuse que la Commission consultative des droits de l'homme, pourtant peu connue pour ses thèses favorables au MNR, s'est ouvertement et clairement prononcée contre cette loi au motif qu'elle menaçait les libertés. Il est dès lors plus que surprenant de voir Chirac et Raffarin passer outre l'avis de cette commission et soutenir un texte jugé par elle attentatoire aux libertés.

Sans doute s'agit-il de rechercher une clientèle électorale en faisant une fois de plus l'erreur de courtiser l'électorat de gauche au risque de décevoir celui de droite. Et, surtout, quoi de plus scandaleux que de bafouer les principes et les valeurs de notre nation, comme la république et les libertés, pour le pitoyable avantage de quelques soutiens électoraux au demeurant plus qu'incertains ?

**Jacques Constant**

*Drame français en Côte-d'Ivoire*

# L'échec de la politique chiraquienne

**Les voyages du président de la République et ses discours doucereux sur les bons sentiments ne constituent pas une politique étrangère. La crise ivoirienne en est une triste illustration. La France a échoué sur tous les plans et connaît un grave recul de ses positions en Afrique. Quant aux Français résidant en Côte-d'Ivoire, ils ont tout perdu !**

La France a-t-elle encore une politique étrangère ? Si on la juge par le nombre de voyages à l'étranger qu'effectuent M. Chirac et les membres du gouvernement, on pourrait le croire. Mais si, en revanche, on la mesure à ses résultats, on peut en douter. Le président de la République court en effet le monde et multiplie les initiatives pour faire entendre le son mièvre et doucereux de la pensée unique. Mais les bons sentiments n'ont jamais constitué une politique étrangère. Lorsqu'ils représentent le seul principe directeur de l'action d'un pays, ils conduisent généralement ce dernier à de nombreux déboires. Et c'est, à n'en pas douter, ce à quoi nous mène l'action internationale de M. Chirac.



## Un modèle détruit

L'affaire de la Côte-d'Ivoire en est une triste illustration. Voilà un pays, et sa capitale économique Abidjan, qui constituait depuis la décolonisation le fleuron et le point d'ancrage de la présence française en Afrique noire. Près de quinze mille Français y résidaient en permanence. La coopération économique y était très poussée et, malgré ses difficultés propres, la Côte-d'Ivoire représentait, à bien des égards, un modèle de paix civile et de développement sous la houlette de la France.

Or, tout cela se trouve aujourd'hui ruiné par une politique au fil de l'eau, sans perspective ni projet, qui privilégie les solutions de facilité à court terme. Pis, la France agit en Afrique comme si elle méconnaissait les réalités africaines. Ainsi, l'accord de Marcoussis, qui visait à partager le pouvoir entre les différents partis,

était-il, dès sa signature, voué à l'échec. C'est d'ailleurs un accord de ce type imposé en 1993 au général Habyarimana au Rwanda qui avait entraîné le massacre des Tutsis en avril 1994. Les dirigeants français, obnubilés par les normes démocratiques européennes, ont ignoré qu'en Afrique le pouvoir ne se partage pas.

Aujourd'hui, le résultat de cette politique est catastrophique. La France n'a retiré aucun bénéfice du côté des rebelles désorganisés et affaiblis et elle s'est couverte du gouvernement en place sans disposer par ailleurs d'appuis d'importance. Notre pays a ainsi laissé se développer un puissant sentiment anti-français qui a entraîné, après les odieuses violences du mois dernier, un exode massif des résidents français. Notre pays semble avoir durablement perdu son crédit en Côte-d'Ivoire. Mais le plus grave c'est qu'en l'absence de stratégie, de projets et de perspectives, aucun succès diplomatique ne peut être mis en avant dans une autre partie du continent noir pour compenser le fiasco ivoirien. La France n'a pas, au cours des dernières années, renforcé son influence dans d'autres pays africains. On assiste donc à une érosion générale des positions françaises en Afrique, un continent qui constituait pourtant sa sphère d'influence naturelle.

## Une tragédie humaine

Et, à ce reflux politique de la France en Afrique, s'ajoute aujourd'hui la tragédie humaine que viennent de vivre nos compatriotes résidant en Côte-d'Ivoire. Et s'il ne s'agit évidemment pas de faire porter au gouvernement la responsabilité directe des graves exactions dont ils ont été victi-

mes, on ne peut qu'être indigné par la faiblesse des réactions officielles et la volonté manifestée par les médias de banaliser ces tragiques événements. La violence qui s'est abattue sur nos compatriotes et qui fut extrême pour certaines femmes a été délibérément minimisée quand elle n'a pas été purement et simplement occultée. Pourtant, cette violence aurait dû déclencher l'opprobre de nos bonnes âmes puisqu'elle était ouvertement raciste.

Notons aussi la bien curieuse façon dont le pouvoir défend ses ressortissants. Les malheureux qui ont été spoliés, insultés, agressés ou violés étaient invités à leur arrivée à Roissy à porter plainte contre leurs agresseurs. Nos compatriotes ont été plongés en Côte-d'Ivoire dans une situation de guerre et le gouvernement ne trouve rien d'autre à leur proposer pour les soutenir et riposter face à leurs agresseurs que de faire jouer des procédures juridiques ! Lorsque le pouvoir perd à ce point la notion des réalités, comment s'étonner qu'il conduise si mal la France tant chez elle qu'à l'étranger ?

**Arnaud Frémond**

## Soutien du MNR à l'armée française et aux Français de Côte-d'Ivoire

Bruno Mégret et le MNR apportent en cette triste occasion leur soutien à l'armée française qui a accompli sa mission avec efficacité et courage. Ils saluent la mémoire des soldats morts là-bas au service de la France et apportent leur sympathie aux blessés et à toutes les familles françaises qui ont été durement éprouvées, certaines dans leur chair et toutes dans leur cœur et dans leurs biens.

## Guerre économique

# Pétrole, euro : la France et l'Europe doivent prendre l'initiative

**La mondialisation est le théâtre d'une guerre économique qui bouleverse les équilibres, les positions acquises et les rapports de force. La France et l'Europe devraient en prendre la mesure et réagir par des stratégies et des projets d'envergure. Ainsi devraient-elles lancer des initiatives audacieuses pour faire face à la hausse des prix du pétrole et du cours de l'euro.**

La mondialisation ne débouche pas sur un développement harmonieux des différentes économies mondiales. Elle serait plutôt le théâtre d'une guerre économique de grande ampleur qui bouleverse les équilibres, les positions acquises et les rapports de force. Or, la France et l'Europe ne semblent pas en avoir pris la mesure. En tout cas, elles n'ont pas de stratégie et semblent subir passivement les évolutions en cours. Ainsi en est-il par exemple de leurs réactions face à la hausse des prix du pétrole et de l'augmentation du cours de l'euro.

Si en effet les prix du brut s'installent dans la durée à un niveau double ou triple de ceux que l'on connaissait jusqu'à présent, c'est la donne géo-économique qui va complètement changer. Or, une telle évolution est parfaitement possible car les réserves de pétrole sont maintenant comptées et la consommation mondiale va fortement augmenter par le biais des nouveaux pays industriels comme la Chine dont les besoins vont devenir de plus en plus massifs.

## Réagir au nouveau choc pétrolier

Or, le gouvernement a été incapable de réagir et s'est contenté de mesures au coup par coup distribuant quelques pourboires à droite ou à gauche aux agriculteurs ou aux pêcheurs pour amortir les effets de la hausse brutale des cours du brut. Il faudrait pourtant développer une stratégie d'envergure comme l'avaient fait en leur temps les prédécesseurs de MM. Chirac et Raffarin lors du premier choc pétrolier. À l'époque, la France avait réagi en lançant le programme nucléaire grâce auquel notre production d'électricité est devenue autonome. Aujourd'hui, il faudrait donc lancer une initiative de grande ampleur pour compléter le nucléaire et remplacer les carburants classiques.

## Promouvoir les biocarburants

De tels carburants de substitution existent, ce sont les biocarburants, éthanol ou diester, produits à partir de matières végétales. Et, dans le contexte actuel, ils deviennent économiquement viables puisque les dernières études indiquent que, pour être compétitifs avec un baril de pétrole à 50 dollars, il faudrait que le prix de revient de ces carburants soit de 40 centimes par litre. Or, actuellement on peut les produire à 50 centimes par litre. Autant dire que la différence peut facilement être compensée par des mesures fiscales, d'autant que le lancement de la production à grande échelle ferait très vite baisser les coûts. Ces carburants émettent par ailleurs 90 % de CO<sub>2</sub>, c'est-à-dire de gaz à effet de serre, de moins que l'essence classique. De plus, leur production à grande échelle pourrait ramener de l'activité et de la richesse dans nos campagnes. Le lancement d'un tel programme serait donc utile non seulement pour notre indépendance énergétique mais aussi pour l'écologie et pour l'aménagement du territoire. Pourquoi dès lors la France reste-t-elle passive et ne s'engouffre-t-elle pas dans cette voie ?

## Combattre le dumping monétaire

Et ce qui est vrai de la hausse des prix du pétrole l'est aussi dans un autre registre de l'augmentation considérable des cours de l'euro. Atteignant maintenant le taux record de près de 1,30 dollar pour un euro, la devise européenne s'est envolée. Or, la dépréciation du dollar par rapport à l'euro constitue pour l'économie européenne une très grande difficulté dans le domaine de ses exportations. Or, ni la banque centrale européenne ni la Commission de Bruxelles ni les gouvernements ne semblent avoir imaginé de riposte. Une fois encore, l'Europe ne fait que subir sans réagir.

Pourtant, les solutions existent. La première consiste à agir directement sur le marché des changes de façon à éviter une trop forte appréciation de l'euro. Cette démarche conjoncturelle n'est cependant pas la principale. Il faudrait aussi engager une démarche politique pour faire pression sur les États qui pratiquent le dumping monétaire. Car, si chaque pays se lançait dans une surenchère à la baisse de sa devise, cela pourrait provoquer de graves distorsions économiques internationales. Or, le dollar n'est pas le seul à jouer la sous-évaluation, il y a aussi le yuan qui renforce encore de façon totalement artificielle les performances déjà étonnantes de l'économie chinoise à l'exportation. L'Europe devrait donc faire pression sur ces deux nations pour qu'elles cessent leurs pratiques déloyales et malsaines.

## Faire de l'euro une monnaie d'échange

Enfin et surtout, il est temps de doter l'euro d'un véritable statut de monnaie de change et de réserve qui mettrait la devise européenne, comme c'est le cas du dollar, à l'abri des fluctuations monétaires internationales. Il faut pour cela obtenir des entreprises européennes qu'elles cessent de commercer en dollars et fixent tous leurs prix en euros. Si demain l'euro réussit à s'imposer comme une monnaie d'échange internationale, l'économie européenne, qui vendra et achètera ses produits en euros, se trouvera à l'abri des fluctuations monétaires internationales.

Mais, là encore, cela demande d'agir avec détermination sur la base d'un projet à long terme visant à renforcer l'indépendance et la puissance de l'Europe et, là encore, il est temps que la France et l'Europe se réveillent.

**François Thuillier**

## Conseil national : 29 nouveaux membres élus

Le 27 novembre, vingt-neuf nouveaux militants et cadres du MNR ont été élus membres du Conseil national du MNR. Il s'agit de : Patrick BAEYAERT, Daniel BAGOU, Bernard BOYER, Geneviève CAUBIT, Geneviève COLONNA d'ISTRIA, Roland CURTET, Monique DEMEZUK, Bernard DUCONGE, Sandra DUGUET, Robert EGEA, Armand ESTEVE,

Herminia FARDEAU, Gérard FLEURY, Marcel FORESTIER, Odile GALLOT, Sylvestre GARCIA, Colette HANCZYK, Jean-Noël HOUSSAIS, Hubert KOHLER, Alain LEBEGUE, Gilles METTELET, Emile PACCARD, Jean-Marie RECEVEUR, Serge REP, Roger SAUNOIS, Jean-Louis SEGURET, Serge SIQUET, Jean TUTENUIT et Pierre VORAGEN.

## Calendrier

- **samedi 18 décembre** : réunion des cadres de la région Franche-Comté à Vesoul avec Gérard Cretin, secrétaire régional, et Jacques Gaillard, délégué national aux fédérations.
- **samedi 8 janvier** : journée fédérale à **Nîmes** des départements du Gard, de l'Ardèche et de la Lozère.
- **dimanche 9 janvier** : journée fédérale à **Montpellier** des départements de l'Hérault, de l'Aude et des Pyrénées-Orientales.
- **samedi 26 janvier** : journée fédérale à **Mons-en-Barœul** des départements du Nord et du Pas-de-Calais.
- **dimanche 27 janvier** : journée fédérale à **Amiens** des départements de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme.

## Commandez le recueil des actes de l'université d'été



La qualité des interventions de l'université de Flavigny nous a conduits à rassembler les textes des différents orateurs dans un fascicule broché. Vous y retrouverez l'essentiel des réflexions qui ont été menées sur les conditions du renouveau de la France et de l'Europe.

**Recueil des actes de l'Université d'été 2004, 98 p., 13 € port inclus. Commande à adresser au siège national, 15, rue de Cronstadt, 75015 Paris.**



## Quand l'islam frappe à la porte

Dans cet ouvrage riche et très documenté, Jean-Claude Rolinat, élu local, ancien cadre administratif et journaliste, dresse un tableau exhaustif du développement de l'islam dans le monde et des menaces islamistes qui pèsent sur les pays occidentaux. Une analyse profonde, riche et chiffrée de ce phénomène fait du livre de Jean-Claude Rolinat une référence en la matière.

**Quand l'islam frappe à la porte, Jean-Claude Rolinat, 246 p., 20 € port inclus. À commander à J.-C. Rolinat - BP 41 - 77480 Bray sur Seine**

PUBLICITÉ

## Ingénierie financière et fiscale

Sur la base des lois fiscales existantes, nous intervenons uniquement sur votre revenu imposable. Nous constituons un capital ou un patrimoine dans un temps minimum de 6 ans à 9 ans à partir d'une construction financière.

CONCERNE TOUT FOYER FISCAL MOYEN SANS APPORT PERSONNEL DE VOTRE PART

Tél : 01 48 29 81 65 ou 06 75 51 00 23 - Fax : 01 48 29 81 65

## Nominations



**Bernard Bornette** a été nommé nouveau secrétaire départemental de la fédération des Hauts-de-Seine. Conseiller municipal de Garches et dynamique cadre de la fédération depuis plusieurs années, Bernard Bornette remplace donc Christian Perez qui a souhaité passer le relais. Bon courage à Bernard Bornette et à l'équipe qui l'entoure dans ses nouvelles fonctions et merci à Christian Perez pour le travail qu'il a effectué depuis deux ans.



**Alain Vauzelle** a été nommé nouveau secrétaire départemental des Bouches-du-Rhône en remplacement d'Hubert Savon qui reste membre du bureau départemental et se consacrera prioritairement à l'organisations des combats électoraux à venir. Merci à Hubert Savon pour le travail admirable qu'il a effectué depuis deux ans à la tête du MNR 13 et bon courage à Alain Vauzelle dans ses nouvelles responsabilités.

## Michel PAULIN, Délégué national à l'organisation



Michel Paulin, secrétaire départemental adjoint de la Seine-Saint-Denis et membre du Conseil national, vient d'être nommé délégué national à l'organisation. Membre de l'État-major national du MNR au siège, il a pour responsabilité toutes les questions d'organisation et de logistique concernant les manifestations du mouvement, les réunions, les déplacements des dirigeants, etc. **Il est donc l'interlocuteur privilégié des adhérents et des cadres du MNR pour ce qui concerne le fonctionnement courant du mouvement.**

Délocalisations, «islamigration», crise agricole

# Lorraine : le MNR au créneau

La Lorraine connaît plus que d'autres régions françaises les affres de la mondialisation et de l'immigration. Elle souffre aussi de l'impéritie d'une classe politique qui n'a pas su faire face aux défis du XXI<sup>e</sup> siècle. En Lorraine, au-delà du constat, le MNR et ses responsables locaux s'engagent, proposent et agissent.



**Jean-Marie Nicolay,**  
secrétaire régional de  
Lorraine

— **Quelle est la situation en Moselle et, au-delà, dans votre région ?**

La Lorraine a dû sa richesse à l'industrie minière et aux activités dérivées. Aujourd'hui, elle est la deuxième région la plus touchée par la récession et la pauvreté. C'est le résultat de la politique de gauche menée au plan national et de l'immobilisme de la gestion Longuet au plan régional. Alors qu'on savait depuis vingt-cinq ans que l'exploitation minière s'achèverait dans les années 2000 et que la sidérurgie serait restructurée pour faire face à la concurrence mondiale, la reconversion n'a pas été préparée. Le TGV Est arrive trop tardivement, le doublage de l'A31 n'est toujours qu'un projet. La Lorraine compte encore de nombreux villages où les téléphones portables sont inopérants... comment attirer des entreprises dans ces conditions, sinon avec des subventions et on a vu le résultat avec Daewoo ?



**Angelo Canale,**  
secrétaire départemental de la Meuse

— **A quelles difficultés la Meuse, qui est un département rural, est-elle confrontée ?**

Le monde agricole est inquiet. Les céréaliers ont connu une mauvaise année 2003. Et 2004 s'annonce mal car, le dollar étant très bas, la concurrence avec la production américaine se fait très rude. Les producteurs de lait ont été durement touchés par l'affaire Parmalat... L'avenir s'annonce par ailleurs difficile avec la nouvelle PAC et l'arrivée dans l'UE de la Pologne. L'agriculture lorraine doit être réorientée sur un secteur d'avenir, celui des biocarburants. À cet égard, le colza est un dépollueur des sols, un « mangeur de nitrates » et les biocarburants polluent dix fois moins

que les hydrocarbures. Il faut faire la promotion du colza en le défiscalisant comme l'ont fait nos voisins allemands.



**Catherine Davion,**  
secrétaire départementale de Meurthe-et-Moselle

— **Quels sont les problèmes spécifiques de votre département ?**

Ce sont les mêmes que ceux de la Moselle, encore accrus par une gestion de gauche du conseil général. Le poids de l'immigration s'y fait sentir. Le bassin industriel n'est plus demandeur de main-d'œuvre, mais les immigrés continuent d'affluer et l'intégration de cette « islamigration » ne se fera pas. De plus, nos compatriotes ont l'impression de faire l'objet d'une véritable discrimination négative. L'église de Vézelize vient d'être profanée dans l'indifférence médiatico-politique générale. Nul doute que les réactions auraient été vives s'il s'était agi d'une mosquée.



**Annick Martin,**  
candidate dans les Vosges

— **Vous étiez tête de liste dans les Vosges aux régionales et aux sénatoriales, qu'en est-il de ce département ?**

C'est le département lorrain le plus touché par les délocalisations, en grande partie à cause de l'imprévoyance des responsables politiques. La fin des quotas d'importation textile au 1<sup>er</sup> janvier 2005 va définitivement anéantir cette industrie. Les accords ont été signés en 1994 et, en dix ans, aucune contre-offensive technique ou douanière n'a été prévue. Autre secteur sinistré : le papier. L'omniprésence prévisible de l'informatique a rendu obsolètes les imprimés et formulaires divers ; là aussi pas de poli-

tique de reconversion. À ces difficultés s'ajoute l'enclavement du département : liaisons routières difficiles, avec l'Alsace surtout, en raison de la fermeture du tunnel de Sainte-Marie-aux-Mines. Quant au transport ferré, le voyage Nancy-Épinal en « micheline » nous renvoie à la proto-histoire du rail ! Pour ces raisons, le MNR a proposé une liaison par train pendulaire Luxembourg-Metz-Nancy-Épinal-Mulhouse-Bâle, beaucoup moins coûteuse que le TGV. Par sa situation géographique, par sa culture et son savoir-faire, la Lorraine a les atouts pour participer au renouveau français et européen, il ne lui manque que les bons dirigeants.

## Colloques

«Avenir de l'Europe»

L'islam,  
jusqu'où ?

Samedi 11 décembre  
de 14 h à 18h

L'Europe, première  
puissance mondiale ?

Samedi 12 février  
de 14 h à 18h

Novotel Paris-Bercy  
82 rue de Bercy  
Paris 12<sup>e</sup> - PAF : 7 €

Inscriptions :  
15, rue de Cronstadt  
75015 Paris

## BRÈVES

**Quand les magistrats sont agressés et les tribunaux cambriolés**

La violence, qui affectait déjà des institutions comme l'école ou l'hôpital, pénètre aujourd'hui dans les palais de justice. Selon une récente étude, 13 500 incidents d'importance ont été recensés l'an dernier, 50% d'entre eux étant constitués par des insultes et des menaces à l'égard des policiers et des magistrats, 13% par des agressions physiques et 30% par des dégradations et des vols. Quand les magistrats sont agressés et les tribunaux cambriolés, qui peut encore croire en la justice pour protéger les citoyens ?

**La Turquie déjà pré-adhérente à l'Europe**

Lors de l'examen du projet de loi de finances, les députés ont voté la contribution française au budget de l'Union européenne : 16,57 milliards d'euros dont 47 millions bénéficieront à la Turquie au titre de pays « pré-adhérent ». S'agissant de l'adhésion de la Turquie à l'Europe, on nous annonce que rien n'est fait mais, pour les institutions bruxelloises, tout se passe comme si c'était déjà fait !

**Crise financière au FN**

Le FN, qui n'est plus capable de fonctionner sur la base du militantisme et du bénévolat, ne parvient pas à équilibrer ses comptes. Les ressources entièrement consacrées au siège, ne suffisent plus à couvrir les frais fixes. Rien n'est rétrocedé aux fédérations. Et pour l'année 2002 les comptes font apparaître une perte de 1,2 million d'euros. Ces difficultés conduisent le FN à vendre le château de Neuilly-sur-Barangeon, à arrêter la publication de *National-Hebdo*, à limiter la diffusion de *Français d'abord*. Il est question d'un vaste plan de licenciement. Et certains parlent même de la mise en vente du « Paquebot ». Où passe donc la subvention de 5 millions d'euros qu'il reçoit chaque année de l'État ?

**Réélection de Bush**

# Une victoire pour les valeurs

*La réélection de George Bush, malgré la formidable campagne des tenants de la pensée unique, constitue une victoire pour ceux qui défendent les valeurs traditionnelles. Quelles que soient les critiques que l'on puisse adresser à la politique internationale de Bush, sa réélection, remportée sur les thèmes du patriotisme, de la sécurité, de la vie et de la famille ainsi que du refus du mariage homosexuel, est le signe d'un regain des valeurs traditionnelles aux États-Unis. Gageons que ce courant gagnera prochainement la France et*

La réélection relativement triomphale de M. Bush à la présidence des États-Unis n'est pas sans portée. Voilà en effet un candidat qui a été systématiquement contré par les médias et brocardé par les ténors de la pensée unique. Et cela non seulement aux États-Unis mais partout dans le monde. Dans ce domaine d'ailleurs, la France n'a pas été en reste et s'est même trouvée en première ligne contre Bush. Événement unique en son genre, le film qui a obtenu la Palme d'or au dernier festival de Cannes n'était autre qu'un film de propagande politique contre Bush destiné à être largement diffusé pendant la campagne électorale. Et pourtant George Bush a été réélu à une très confortable majorité.

**En dépit de la politique étrangère**

Ce succès revêt donc une signification qui peut avoir des conséquences très importantes sur l'Europe. Certes, nous ne partageons pas toutes les options de M. Bush. Le MNR s'était clairement opposé à l'intervention américaine en Irak, considérant que, si les États-Unis avaient raison de combattre l'islamisme, ils se trompaient de cible en s'en prenant à l'un des États les plus laïcs du Moyen-Orient. Notre mouvement s'est par ailleurs toujours opposé à la politique hégémonique des États-Unis, à la tutelle qu'ils veulent imposer à l'Europe, notamment par le biais de l'Otan, ou à la façon dont ils veulent neutraliser notre continent en poussant à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. Notons cependant que, sur ce plan, l'Amérique joue son jeu, c'est l'Europe qui en se soumettant à elle ne joue pas le sien. Notons également que cette politique de type impérialiste est celle des États-Unis

dans leur ensemble et qu'elle est menée par tous les présidents les uns après les autres.

**L'attachement aux valeurs**

La signification du vote en faveur de Bush ne porte donc pas sur la politique extérieure, elle concerne la politique intérieure. Et sa réélection envers et contre tout le système politiquement correct est révélatrice d'un courant de fond auquel nous ne pouvons qu'être sensibles. Ce courant exprime en effet la volonté de préserver les valeurs traditionnelles. Par son aptitude à faire vibrer la corde patriotique, par son refus affiché du mariage homosexuel, par sa préoccupation de sécurité et par ses positions en faveur de la vie et de la famille, George Bush apporte une réponse forte à tous ceux qui ne veulent pas voir disparaître leurs valeurs de civilisation. Dans un pays qui est pourtant loin d'être passiviste, il incarne un souci de tradition, d'identité et de morale.

**Après les États-Unis, la France**

Or, on considère souvent que les évolutions qui touchent les États-Unis gagnent ensuite cinq ou dix ans plus tard l'Europe et notamment la France. Au-delà des aspects négatifs de la politique américaine, on peut donc voir dans la réélection de George Bush un signe encourageant de l'évolution du monde occidental où, malgré la mondialisation accélérée, les valeurs traditionnelles peuvent connaître un regain. Gageons que ce courant qui a touché les Américains gagnera notre pays dans les quelques années qui viennent.

Florence Mazol

*Dons et déduction fiscale*

# Comment payer moins d'impôts en 2004 en soutenant le MNR

*Pour aider les partis politiques, l'État a prévu que chaque personne peut déduire de ses impôts 60% du don qu'elle apporte à la formation de son choix dans la limite où ce don est inférieur à 20% du revenu imposable. Vous pouvez donc aider le MNR en faisant une économie d'impôts considérable. Il vous suffit d'envoyer un don avant le 31 décembre 2004 et vous recevrez un reçu fiscal anonyme à joindre à votre déclaration d'impôts. Alain Vauzelle, trésorier du MNR, vous invite donc à utiliser cette disposition pour aider notre mouvement à mener son combat pour la défense de la France et de notre civilisation européenne et chrétienne.*

**Si vous donnez 100 euros au MNR, vous économisez 60 euros d'impôts !**

<i>Lorsque vous donnez :</i>	<i>Vous déduirez de vos impôts :</i>	<i>Il ne vous en coûtera que :</i>
20 €	→ 12 €	→ 8 €
50 €	→ 30 €	→ 20 €
100 €	→ 60 €	→ 40 €
500 €	→ 300 €	→ 200 €

**Pour 2004, envoyez vos dons avant le 31 décembre !**

**DONS**

*Coupon à retourner au MNR :  
15, rue de Cronstadt - 75015 Paris*

Nom ..... Prénom.....

Adresse.....

Code Postal..... Ville..... Tél. ....

Je fais un don de :  20 €  50 €  100 €  200 € ou +  ..... €

Chèque à l'ordre de «AFMNR»\* (Association de financement du MNR)

\*Association de financement du MNR agréée par la CCFP en date du 18 juin 1999 sous le n° P305AF99567



# NON À L'ISLAMISATION OUI AUX DROITS DES FEMMES

*Sur notre sol, la loi coranique tente de s'imposer au mépris de nos propres lois et remet gravement en cause le statut des femmes menacées de régression sociale et civique.*

## Il faut dire non à la loi coranique car :

- Elle bafoue la liberté des femmes : liberté de s'habiller, de circuler, d'apprendre, de choisir son médecin, de choisir son mari
- Elle refuse l'égalité entre la femme et l'homme : tchador, réputations, polygamie, mariages forcés, etc.
- Elle soumet la femme à l'homme, autorise les violences et peut aller jusqu'à donner à l'homme le droit de vie ou de mort sur la femme

**Avec Bruno Mégret et le MNR**  
*Pour les femmes, dites*  
***NON à l'islamisation de la France***



Nom..... Prénom.....  
Adresse.....

Tél. : .....

J'apporte mon soutien au MNR et à Bruno Mégret et verse la somme de ..... €  
(chèque à l'ordre de "AF MNR").

Je souhaite recevoir, gratuitement et sans engagement de ma part, une documentation sur le programme et l'action du MNR.

À RENVOYER À : MNR - 15, RUE DE CRONSTADT - 75015 PARIS ● RADIO MNR : 08 92 69 69 26